

# Déclaration d'Api à son procès le 13 janvier 2023

La première revendication du mouvement Extinction Rébellion est de dire la vérité sur la situation écologique.

La vérité est que nous ne savons plus quelle langue parler. Cela fait maintenant des décennies que les scientifiques alertent sur l'urgence écologique. Je prendrai en exemple Valérie Masson-Delmotte, coprésidente du groupe n°1 du GIEC depuis 2015, contrainte de réagir assez fortement au vœux de notre cher président de la République pour 2023. Je cite le président : « qui aurait pu prédire la crise climatique ? ».

Ce même jour du 31 décembre 2022, c'était la date butoir donné par le tribunal administratif de Paris à l'État pour prendre « toutes les mesures utiles » pour réduire rapidement ses émissions de gaz à effet de serre.

Devant ces difficultés manifeste de communication avec les pouvoirs publiques, nous plaidons aujourd'hui pour la liberté d'expression – mais surtout l'état de nécessité devant la catastrophe en cours.

Si vous le permettez, je vais expliciter en une douzaine de points pourquoi nous nous opposons à la ligne 18 et à l'urbanisation qui la sous-tend. Je pourrai approfondir un peu si vous le souhaitez. Et ensuite je souhaiterai aborder quelques points de contexte un peu plus large que la ligne 18 – comme par exemple le rapport spécial du GIEC sur l'adaptation – si cela vous convient.

1) le Respect de la Démocratie. La première consultation effectuée sur le territoire en 2006 a permis l'expression de 70 % d'avis négatif de la part des citoyens. La Cour des Comptes, mais aussi le STIF (syndicat des transport d'Île-de-France, désormais Île-de-France Mobilité) ont donné un avis négatif. Le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse a clairement indiqué que ce projet n'était pas compatible avec sa charte. De plus, l'Autorité Environnementale a clairement signalée que les études environnementales étaient lacunaires.

Pourquoi, dès lors, ce projet a-t-il été poursuivi ? Ceci illustre pour nous un déni de démocratie flagrant que nous nous évertuons à dénoncer.

2) Les chercheurs du plateau ont massivement dénoncé eux aussi ce projet. Plus de 400 scientifiques ont signé une lettre ouverte intitulée « pas en notre nom », indiquant clairement que ce projet de « cluster international scientifique » ne leur était en rien utile. Si cela n'était pas suffisant, nous constatons tous les jours le mal-être des étudiant.es sur le plateau. Les étudiant.es d'AgroParisTech ont bloqué leur site historique de Grignon pour tenter de ne pas venir à Saclay.

3) Malgré son caractère de transport en commun, censé réduire les émissions du trafic routier – le bilan carbone de la ligne 18 ne sera jamais compensé. C'est le résultat du travail d'analyse du cabinet d'étude Carbone 4 - connu pour avoir défini la méthodologie du bilan carbone en France - et le discours de son porte-parole Jean-Marc Jancovici.

4) Les terres du plateau de Saclay comptent parmi les plus fertiles d'Europe. C'est un donc un endroit idéal pour produire des denrées agricoles. Plusieurs personnalité, comme M. Cédric Villani, ancien député et médaille Filtz en mathématique de l'université paris-sud, sont en train de lancer une procédure pour faire classer ces terres de limons éoliens profond à l'UNESCO.

5) Cette production agricole est d'abord nécessaire à l'échelle locale, pour la résilience alimentaire de l'Île-de-France. La crise du COVID a montré toute la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationale. Conserver ces terres relève d'un enjeu de sécurité alimentaire.

6) Bétonner le plateau de Saclay, c'est par voie de conséquence directe multiplier les inondations dans les vallées du RER B et du RER C. En 2016, 2018 et 2021, des inondations exceptionnelles ont eu lieu, elles vont se multiplier dans les prochaines décennies. Ce projet ici est un comble de maladaptation au chaos écologique en accélération. Rappelons ici que l'industrie du béton est une des plus émissives qui soit en terme de gaz à effet de serre.

7) Risque technologique : Il se trouve que le plateau de Saclay est le site d'implantation historique du CEA (ancien Centre d'Essai Atomique). Particulièrement dans ces conditions de risques climatiques accrus, urbaniser si près d'installations industrielles aussi nombreuses nous semblent une idée dangereuse.

\*Le CEA a été construit à Saclay justement pour son isolement et son éloignement des villes.

8) Le sacrifice de la recherche en agroécologie, et de la biodiversité. Tout est fait sur place pour favoriser une agriculture intensive dépendante de la pétrochimie et du numérique, et sacrifier la transition vers l'agriculture biologique en cours sur le plateau de Saclay. L'urbanisation en cours est en effet extrêmement néfaste aux rendements des exploitations en agriculture biologique.

9) Le tracé de la ligne. Sur le territoire, les besoins en transport sont orientés Nord-Sud. Or, la ligne 18 est orienté Est-Ouest. Cela n'a pas de sens.

10) Les dimensionnement et le coût pharaonique de la ligne : elle est dimensionnée pour 40 000 voyageurs par heure, là où la fréquentation estimée serait au maximum de 3 à 6 000 passagers/heure en 2030. D'importantes économies, d'importantes réductions d'impacts pourraient être aisément réalisées. Je le redis, la Cour des Comptes tire régulièrement à boulet rouge contre ce projet. De

même, l'association ANTICOR a pointé du doigt les pratiques de la SGP (Société du Grand Paris) et le Parquet National Financier a ouvert une enquête en 2019 (23/01)

11) Enfin, cela nous amène à l'avant dernier point : à l'époque des faits qui nous sont reprochés, la Déclaration d'Utilité Publique de la ligne étaient attaquées en justice. Notamment, son analyse socio-économique est fortement remise en cause. Un recours auprès du Conseil d'État était en cours et nous demandions un moratoire sur les travaux tant que cette décision de justice n'était pas rendue. Nous demandons toujours un moratoire sur cette ligne.

12) Cela aurait été mon dernier point l'année dernière, cependant l'année 2022 a amené un nouveau risque inconnu jusqu'alors sur le territoire. En 2022, suite à une sécheresse inédite qui a marqué tout le pays, 7ha de champs sont partis en fumée sur le plateau dans un incendie. Rappelons que le Plateau de Saclay, naturellement marécageux, drainé depuis l'époque des Gaulois alimente les eaux du château de Versailles. C'est un lieu où – jusqu'à présent – il n'y avait pas du tout besoin d'irriguer, justement grâce à cette richesse en eau.

Mme la Juge je vous demande d'imaginer un instant ce que représente 7ha d'incendie au milieu d'un site industriel comme le CEA, avec 83 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et 8 Installations Nucléaire de Base. Je vous demande de vous poser très sérieusement cette question. Lors de l'accident de l'usine Lubrizol à Rouen, il y a eu des fumées et des dépôts de polluants jusqu'en Belgique. Nous sommes ici à Évry - soit à peine 25km de Saclay. Nous sommes absolument toutes et tous directement concerné.es dans cette salle, en Île-de-France, et bien au delà.

---

J'en ai terminé avec cette première partie. Si vous le permettez – il me faudra une petite minute supplémentaire pour la suite.

- Le 16 mars dernier, c'était les 50 ans du rapport Meadows « The limits to Growth » qui ouvrait la voie aux politiques de DD de l'ONU – n'en déplaise aux Voeux de notre Président.

\* Dans les jours qui ont suivi, en 2022, des températures supérieures aux normales saisonnières de +40° en Antarctique et +30° en Arctique ont été mesurées. Si de tels écarts ont lieu un jour en Europe, cela y tuera toute la population humaine en une fraction de temps, sinon instantanément.

Si cela avait eu lieu ainsi, nous ne serions pas là – personne ici ne serait là – car nous serions déjà tous et toutes morts. Cuits et cuites.

\* Les activités humaines actuelles sont déjà responsables de la 6e extinction de masse du vivant, en cours aujourd'hui, avec le même consensus scientifique qu'il peut y avoir sur le climat. Le climat, en effet, n'est qu'un symptôme de cette crise.

Pour note, je citerai la plus grande de ces extinctions, qui a eu lieu entre le permien et le trias, il y a 252 millions d'année. Il faisait à cette époque entre 50 et 60°C à l'équateur, 40° à la surface de l'océan. 95 % des vertébrés, 70 % des espèces marines ont disparu, et le monde n'était plus qu'un vaste désert.

C'est le chemin que nous prenons aujourd'hui.

Aujourd'hui, nous assistons en effet à des déclin sans précédent par leur vitesse dans l'histoire de la vie sur Terre. Sans précédent. Rappelons les résultats d'une seule étude, allemande, publié le 18 octobre 2017. Cette étude a observé, en 27 ans, un déclin de 76 % de la biomasse des insectes volants sur un vaste territoire de zones protégées (pour notes, les insectes représentent 2/3 de la biomasse des animaux terrestres).

- Le 4 avril dernier, à l'occasion de la sortie du dernier rapport du GIEC, M. Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies, déclarait : (il a martelé ce propos toute l'année) « Les activistes climats sont dépeints comme de dangereux radicaux, mais ceux qui le sont vraiment sont ceux qui continuent à produire toujours plus d'énergies fossiles. »

- Le 21 janvier dernier, il affirmait aussi - reprenant les travaux du GIEC - (ouvrez les guillemets) « Si nous voulions atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle, il fallait réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030. Or, si l'on s'en tient aux engagements actuels, ces émissions devraient au contraire augmenter de près de 14 % au cours de cette décennie. C'est une catastrophe », a-t-il ajouté.

Mme la juge, les Accords de Paris sont très loin d'être respectés. Ils sont bafoués.

- Le rapport spécial du GIEC sur l'adaptation est très clair : le monde est sous-préparé, et les conséquences de cette sous-préparation seront absolument désastreuses.

Ce rapport sur l'adaptation insiste sur les choix de développement et d'urbanisme de nos sociétés. Il insiste sur le besoin de discussion, de coopération, d'écoute et de prise en compte des besoins entre les gouvernements, les sociétés privées, les différents niveaux de la société civile, jusqu'aux citoyens. Il insiste fortement sur la nécessité de prioriser la réduction des risques futurs.

Tout ce qui se passe à Saclay va à l'encontre de ces recommandations. La société civile n'est pas écoutée, le projet ne répond pas au besoin du territoire, et il augmente les risques à long terme.

À Saclay, il y a un bâillonnement de la société civile (débauche de moyen dépensé pour la fête du KM9 à Massy ou du mensonge avéré du rapporteur de la concertation de 2006), avec négligence complète des risques, de l'équité, de la justice ; avec des processus de décisions, de financement et

d'actions kidnappés par un seul acteur étatique pour des intérêts privés de spéculation immobilière sans aucune durabilité à long terme.

Nous ne cautionnerons pas et nous nous battons contre les prises de décisions et les projets qui condamnent nos avenir communs.

Summary for Policy Maker – Résumé pour les Décideurs – traduction très approximative à l'arrache

Un projet de développement avec une bonne résilience climatique est possible quand les gouvernements, la société civile et les secteurs privés s'incluent mutuellement et priorisent la réduction des risques, l'équité, la justice, et quand les processus de décisions, de financement et d'actions sont intégrés dans les différents niveaux de gouvernance, de secteurs et de temps

L'urbanisation peut induire des risques et des pertes pour les villes et installations humaines. Cependant, le développement urbain offre aussi une opportunité critique dans le court terme de mettre en place la résilience climatique.

Intégrer cette résilience pour éviter, limiter les risques climatiques requièrent des décisions urgentes à la fois sur le développement urbain et les infrastructures existantes.

-----  
SPM.D.2 Climate resilient development is enabled when governments, civil society and the private sector make inclusive development choices that prioritise risk reduction, equity and justice, and when decision-making processes, finance and actions are integrated across governance levels, sectors and timeframes (very high confidence)."

SPM.D.3 Interactions between changing urban form, exposure and vulnerability can create climate change induced risks and losses for cities and settlements. However, the global trend of urbanisation also offers a critical opportunity in the near-term, to advance climate resilient development (high confidence).

SPM.D.3.1 Taking integrated action for climate resilience to avoid climate risk requires urgent decision making for the new built environment and retrofitting existing urban design, infrastructure and land use.